



**PRÉFET
DE LA GIRONDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité départementale de la Gironde
Cité administrative
2, rue Jules Ferry
BP 55
33200 Bordeaux

Bordeaux, le 21/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/04/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

M.T.A. - MESSAGERIES ET TRANSPORTS DE L'ATLANTIQUE

PARC D'ENTREPRISES LABORY
33127 Saint Jean D'illac

Références : 2026-340
Code AIOT : 0100312688

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/04/2026 dans l'établissement M.T.A. - MESSAGERIES ET TRANSPORTS DE L'ATLANTIQUE implanté PARC D'ENTREPRISES LABORY 33127 Saint Jean d'illac. L'inspection a été annoncée le 13/03/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite de la société MTA est réalisée conjointement avec le service d'inspection des transports suite à la connaissance par l'équipier d'astreinte de la DREAL de la survenue d'un incendie au niveau d'un véhicule de transport sur le site de Saint Jean d'illac le 13 décembre 2025. L'établissement n'étant pas connu de l'inspection en tant qu'installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE), la visite d'inspection avait pour objectif de vérifier la situation administrative du site.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- M.T.A. - MESSAGERIES ET TRANSPORTS DE L'ATLANTIQUE
- PARC D'ENTREPRISES LABORY 33127 Saint Jean d'Illac
- Code AIOT : 0100312688
- Régime : Néant
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le groupe MTA exerce depuis sa création, il y a 50 ans, le métier de transporteur et de messagerie. Il a notamment une plateforme logistique à Saint Jean d'Illac.

L'entreprise exerce sur ce site une activité de messagerie. Elle stocke des produits dans un entrepôt sur ce site, elle détient une station service et elle réalise des activités de charge d'accumulateur susceptibles de relever de la réglementation des ICPE.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'établissement ne relève pas de la réglementation des ICPE. Les inspecteurs ont toutefois constaté plusieurs faits susceptibles d'intéresser la protection de l'environnement qui pourraient utilement être pris en compte par l'exploitant, de bon sens ou dans le respect d'autres réglementations, en particulier l'élimination dans une filière agréée des restes de bidons de produits chimiques impactés par l'incendie, et l'usage de rétention pour le stockage même temporaire de produits liquides dangereux.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Code de l'environnement du 16/04/2026, article R. 511-9 et ses annexes	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au vu de la quantité de matières, produits ou substances combustibles présents dans l'entrepôt du site, de la puissance de charge des accumulateurs électriques et du volume annuel de carburant liquide distribué par la station service, l'inspection a pu établir que les activités ne relevaient pas de la législation relative aux ICPE.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/04/2026, article R. 511-9 et ses annexes
Thème(s) : Situation administrative, Classement ICPE
Prescription contrôlée : Article R. 511-9 : La colonne " A " de l'annexe au présent article constitue la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. Annexe à l'article R. 511-9 : [..]

Rubrique 1510 : Stockage de matières, produits ou substances combustibles dans des entrepôts couverts

Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes), à l'exception des entrepôts utilisés pour le stockage de matières, produits ou substances classés, par ailleurs, dans une unique rubrique de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts exclusivement frigorifiques :

[...]

2. Autres installations que celles définies au 1, le volume des entrepôts étant :

a) Supérieur ou égal à 900 000 m³ (A)

b) Supérieur ou égal à 50 000 m³ mais inférieur à 900 000 m³ (E)

c) Supérieur ou égal à 5 000 m³ mais inférieur à 50 000 m³ (DC)

Un entrepôt est considéré comme utilisé pour le stockage de produits classés dans une unique rubrique de la nomenclature dès lors que la quantité totale d'autres matières ou produits combustibles présente dans cet entrepôt est inférieure ou égale à 500 tonnes.

Rubrique 1435 : Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules

Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules.

Le volume annuel de carburant liquide distribué étant :

[...]

2. Supérieur à 100 m³ d'essence ou 500 m³ au total, mais inférieur ou égal à 20 000 m³ (DC)

Rubrique 2925 : Ateliers de charge d'accumulateurs électriques

Accumulateurs électriques (ateliers de charge d').

1. Lorsque la charge produit de l'hydrogène, la puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération (1) étant supérieure à 50 kW (D)

2. Lorsque la charge ne produit pas d'hydrogène, la puissance maximale de courant utilisable pour cette opération (1) étant supérieure à 600 kW, à l'exception des infrastructures de recharge pour véhicules électriques ouvertes au public définies par le décret n° 2017-26 du 12 janvier 2017 relatif aux infrastructures de recharge pour véhicules électriques et portant diverses mesures de transposition de la directive 2014/94/ UE du Parlement européen et du Conseil du 22 octobre 2014 sur le déploiement d'une infrastructure pour carburants alternatifs (D)

Constats :

Lors de la visite du site, au vu de la présentation de l'entreprise réalisée par le directeur régional Sud-Ouest, les principales activités réalisées par la société susceptibles d'être classées sont listées ci-dessus.

Au regard de la rubrique 1510, l'inventaire réalisé au cours de l'inspection a permis de déterminer que l'exploitant stocke environ 300 tonne de matières, produits ou substances combustibles dans son entrepôt, ce qu'il considère comme une quantité maximale liée à un pic d'activité. De plus, ces marchandises sont des colis en transit. Mises à part les palettes, l'ensemble des colis réceptionnés et présents dans l'entrepôt est étiqueté avec l'adresse d'expédition connue. La

majorité de ces colis ne reste pas dans l'entrepôt plus de 48h. L'établissement réalise donc une activité de messagerie et le stockage de matières, produits ou substances combustibles dans l'entrepôt est inférieur au seuil de classement sous la rubrique 1510 visé ci-dessus.

Au regard de la rubrique 1435, l'exploitant a indiqué et démontré que sa station service avait distribué environ 250 m³ de gasoil lors de l'exercice 2023/2024 et environ 240 m³ de gasoil sur l'exercice 2024/2025, ce qui est inférieur au seuil de classement ci-dessus.

Au regard de la rubrique 2925, l'exploitant a indiqué qu'il disposait de 2 chariots élévateurs avec une batterie au lithium dont la charge ne dégage pas d'hydrogène, de deux chariots autoportés avec une batterie au plomb et de deux chariots accompagnant avec une batterie au plomb. L'exploitant dispose de deux chargeurs pour les batteries au lithium avec une puissance de 19,720 kW chacun soit 39,44 kW au total. Par ailleurs, il dispose de 4 postes de charges pour les batteries au plomb avec une puissance respective de 0,720 kW, 0,720 kW, 1,200 kW et 1,920 kW soit 4,56 kW en tout. Cette activité de charge d'accumulateurs électriques est donc inférieure aux seuils de la rubrique 2925 visés ci-dessus.

En conclusion, au vu des informations recueillies lors de l'inspection et détaillées ci dessus, aucune activité pouvant relever d'un classement ICPE n'a été constatée.

L'inspection des installations classées constate donc que l'installation n'est pas une ICPE. Elle n'est pas compétente pour le traitement de l'incident survenu sur le site en décembre 2025. Toutefois, hors leur mission de police, les inspecteurs ont constaté que certains fûts de produits chimiques qui ont subi l'incident de décembre 2025 sont toujours présents sur site sans être sur rétention alors qu'ils ne sont plus tous intègres.

L'inspection recommande à l'exploitant de faire reprendre ces déchets dans les meilleurs délais et de s'assurer qu'ils n'ont pas créé de pollution.

Type de suites proposées : Sans suite